

Commentaire sur le marché

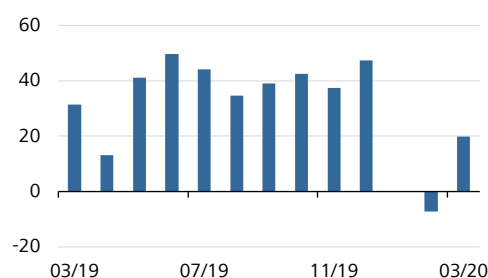
Les mesures visant à endiguer le coronavirus ont d'importantes répercussions sur la demande et l'offre de biens de consommation dans de nombreux pays, qui pourraient avoir un effet déflationniste ou inflationniste selon le produit et la situation.



GRAPHIQUE DE LA SEMAINE

Commerce extérieur chinois

Balance commerciale mensuelle en mia d'USD



Sources: Bloomberg, Raiffeisen Suisse CIO Office

Les exportations de la République populaire de Chine ont reculé de -6,6% en mars par rapport à la même période l'an dernier. Les analystes s'attendaient toutefois à une baisse nettement plus forte avec -14%. L'excédent commercial s'est monté à USD 19,9 mia, contrairement aux USD 18,5 mia pronostiqués en amont.



GROS PLAN

Prévisions du FMI

Le Fonds monétaire international (FMI) s'attend à une forte récession mondiale en raison de la pandémie de coronavirus pour 2020. La production économique mondiale devrait avoir chuté de -3,0% au cours de l'année. Il faut même s'attendre à un recul de -7,5% pour la zone euro. En janvier, on prévoyait encore une croissance mondiale de +3,3%, et de +1,3% pour la zone euro.



LE PROGRAMME

Chiffres trimestriels de Nestlé

Nestlé présentera ses chiffres pour le 1^{er} trimestre 2020 le 24 avril prochain. Le coronavirus aura probablement aussi des répercussions sur la marche des affaires du plus grand groupe alimentaire au monde. Mais on ne s'attend pas à des catastrophes.

Déflation ou inflation – telle est la question: Le coronavirus a paralysé l'économie mondiale. De nombreux pays ont donc pris des mesures drastiques, afin d'endiguer une nouvelle propagation - de la distanciation sociale, en passant par la limitation des sorties, allant jusqu'à la fermeture des commerces et établissements de restauration - tout en mettant sur pied des plans de sauvetage à hauteur de plusieurs milliards pour limiter les dégâts sur l'économie. La Suisse met, à elle seule, plus de 40 milliards de francs à disposition pour des crédits-relais. A cela s'ajoutent de nombreuses autres aides financières sous la forme de subventions, de cautionnements ou de sursis, qui devraient aider à surmonter les impasses de trésorerie et les faillites. Or, la crise du coronavirus a des répercussions tant financières que conjoncturelles. La demande a fortement reculé, en raison de la fermeture de branches entières de l'économie et de l'appel à la population à rester à la maison. Les PME notamment sont souvent touchées, puisqu'elles n'arrivent pas à écouler leurs stocks. De nombreux commerces devront probablement réduire leurs prix après l'assouplissement des limitations de sortie, afin d'atténuer la perte de chiffre d'affaires qui en résulte. Bien que ces ventes de stocks risquent d'aboutir à une tendance déflationniste provisoire, les mesures actuelles peuvent toutefois également entraîner un effet contraire. Ainsi, la mise à disposition de liquidités par l'Etat peut conduire à un excédent de la demande: il y a davantage d'argent disponible, mais une offre limitée en raison de la sous-exploitation des capacités de production, ce qui entraînerait une hausse notable du niveau des prix en général. Notre scénario de base table sur un endiguement de la propagation et un retour progressif de l'économie à la normale d'ici l'été. Le taux de variation des prix à la consommation suisse sera négatif pour 2020, en raison des rabais susmentionnés. En 2021, on observera une compensation des baisses de production dans une très large mesure, et un niveau d'inflation d'avant la crise du corona.

Retour à la normale: Le nombre de personnes infectées en Suisse est en baisse depuis plusieurs jours, le système de santé toujours intact pour l'instant. De nombreuses voix dans la population et l'économie réclament donc un retour progressif à la normale. Il y a urgence, au vu des immenses pressions économiques et sociales; en même temps il faut agir avec prudence, sachant qu'on risque de s'exposer à une deuxième vague d'infection. Notre voisin autrichien donne l'exemple ces jours-ci comment s'en sortir. Ainsi, petits commerces avec une surface commerciale jusqu'à 400 mètres carrés, jardineries et magasins de bricolage pourront rouvrir leurs portes dans un premier temps dès le 14 avril. Des couloirs d'attente spéciaux seront mis en place devant les commerces à de nombreux emplacements afin de garantir le respect des règles de distanciation sociale. Les caddies et autres surfaces de contact seront désinfectés l'un après l'autre. Par ailleurs, l'exécutif fera respecter le port du masque, obligatoire dans les commerces et les transports publics, avec la fermeté voulue. Tous les autres magasins devront pouvoir ouvrir dès le 1^{er} mai dans une deuxième étape. Enfin, la gastronomie et le tourisme devront suivre à la mi-mai. Certes, il ne s'agit que d'un calendrier idéal: en effet, le gouvernement pourrait durcir à nouveau les mesures à tout moment, en cas de détérioration du nombre d'infectés.

Tobias S. R. Knoblich
Stratège en placements Senior

Editeur

Raiffeisen Suisse CIO Office
Raiffeisenplatz
9001 St-Gall
ciooffice@raiffeisen.ch

Internet

www.raiffeisen.ch/placements

Publications

Découvrez notre vision actuelle des marchés financiers dans nos publications
www.raiffeisen.ch/marches-opinions

Conseil

Contactez votre conseiller ou votre Banque Raiffeisen locale:
www.raiffeisen.ch/web/ma+banque

Mentions légales

Ce document n'est pas une offre.

Les contenus de cette publication sont fournis à titre d'information et de publicité exclusivement. Ils ne constituent donc ni une offre au sens juridique, ni une incitation ou recommandation d'achat ou de vente d'instruments de placement. La publication ne constitue ni une annonce de cotation ni un prospectus au sens des articles 35 et suivants LSF. L'intégralité des conditions déterminantes ainsi que le détail des risques inhérents à ce produit figurent dans les documents de vente correspondants juridiquement contraignants (par ex. le prospectus, le contrat de fonds). Ces documents peuvent être obtenus gratuitement auprès de Raiffeisen Suisse société coopérative, Raiffeisenplatz, 9001 St-Gall. En raison de restrictions légales en vigueur dans certains Etats, les présentes informations ne sont pas destinées aux ressortissants ou aux résidents d'un Etat dans lequel la distribution des produits décrits dans cette publication est limitée. La présente publication n'a pas pour vocation de fournir au lecteur un conseil en placement ni à l'aider à prendre ses décisions en matière d'investissement. Des investissements dans les placements décrits ici ne devraient être effectués que suite à un conseil à la clientèle et/ou à un examen minutieux des documents de vente obligatoires. Toute décision prise sur la base des présents documents l'est au seul risque de l'investisseur lui-même. Par ailleurs, nous vous prions de vous référer à la brochure « Risques inhérents au commerce d'instruments financiers ». La performance indiquée se base sur des données historiques ne permettant pas d'évaluer l'évolution présente ou future de la valeur. Les éventuels commissions et coûts prélevés lors de l'émission et le rachat des parts n'ont pas été pris en considération dans le calcul des données de performance présentées.

Exclusion de responsabilité

Raiffeisen Suisse fait tout ce qui est en son pouvoir pour garantir la fiabilité des données présentées. Cependant, Raiffeisen Suisse ne garantit pas l'actualité, l'exactitude ou l'exhaustivité des informations divulguées dans la présente publication. Raiffeisen Suisse décline toute responsabilité liée aux pertes ou dommages éventuels (directs, indirects et consécutifs) qui seraient causés par la diffusion de la présente publication ou des informations qu'elle contient, ou qui seraient en rapport avec sa distribution. Elle n'est surtout pas responsable des pertes résultant des risques inhérents aux marchés financiers. Il appartient au client de s'informer des éventuelles conséquences fiscales. Selon l'Etat de résidence, les conséquences fiscales sont susceptibles de varier. Raiffeisen Suisse et les Banques Raiffeisen déclinent toute responsabilité des conséquences fiscales éventuelles découlant de tout achat de titres.

Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière

La présente publication a été élaborée par Raiffeisen Suisse et n'est pas le résultat d'une analyse financière. Les «Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière» de l'Association suisse des banquiers (ASB) ne s'appliquent donc pas à la présente publication.

RAIFFEISEN